

Anne Hidalgo et Michael R. Bloomberg :
**« Les collectivités locales seront à la table
des discussions de la COP21 »**

Tribune de Michael R. Bloomberg, Envoyé spécial du Secrétaire Général de l'ONU pour les villes et le Climat, et d'Anne Hidalgo, Maire de Paris, publiée mardi par le journal Le Figaro.

« Dans les tous prochains jours, les dirigeants des villes, les exécutifs locaux et d'autres organisations du monde entier se réuniront à Lyon (France). Il s'agit d'une étape importante vers la COP21, la conférence de l'ONU sur le changement climatique qui se déroulera à Paris-Le Bourget en décembre 2015. Les mesures audacieuses prises par les dirigeants locaux pour réduire les gaz à effet de serre les placent aux premières lignes de la lutte contre le dérèglement climatique. C'est la raison pour laquelle nous avons décidé d'organiser, pendant la COP21, le Sommet mondial des Élus locaux pour le Climat, à l'Hôtel de Ville de Paris.

Parce que les villes et les zones urbaines abritent la majorité de la population mondiale et contribuent à 70 % des émissions de gaz carbonique de la planète, notre contribution est essentielle à la réussite de la COP21. Le Sommet des villes et exécutifs locaux à Paris sera l'occasion de renforcer nos engagements, de partager nos expériences, d'apprendre les uns des autres et de bâtir les meilleurs instruments possibles en vue de réduire notre empreinte carbone sur les zones urbaines. Afin, dans l'intérêt de tous, d'assurer un mode de vie plus sain, plus durable et plus prospère.

En particulier, nous pensons que trois principes devraient nous guider :

- Les villes et les collectivités locales sont les premières à répondre aux crises causées par les dérèglements climatiques. Elles font face aux vagues de chaleur, aux inondations et aux cyclones. Pour qu'elles puissent agir efficacement et protéger leurs citoyens contre les conséquences de ces catastrophes dites « naturelles », nos territoires doivent être dotés d'instruments nouveaux pour réduire les émissions de gaz à effet de serre et s'adapter au changement climatique.

- Dans cette perspective, l'autonomie en matière fiscale est un facteur clé de succès. La ville de Lima, par exemple, a financé un grand projet de modernisation de son système de transport en

commun après avoir obtenu une note de crédit qui lui a permis d'emprunter sur les marchés des capitaux.

- Plus les nations donneront le pouvoir d'agir à leurs villes, plus celles-ci feront preuve d'audace. Les villes qui ont la responsabilité d'élaborer des normes énergétiques, par exemple, obtiennent des résultats trois fois supérieurs aux villes qui sont dépourvus de cette compétence.

Dans les villes et les régions du monde entier, faire face et combattre le changement climatique constitue une opportunité d'amélioration du niveau de vie et crée de nouveaux gisements d'emplois. De meilleurs transports en commun facilitent les déplacements. La réduction de la pollution de l'air améliore la santé publique. Le développement de parcs et de nouveaux espaces verts urbains ne compense pas seulement le carbone, mais attire aussi les entreprises, stimule l'emploi et améliore le bien-être et la qualité de vie. C'est également une question sociale majeure : les bâtiments éco énergétiques ne réduisent pas seulement les émissions, mais également les factures d'électricité.

Le Sommet mondial des Élus locaux pour le Climat à Paris montrera comment les acteurs locaux, ensemble, peuvent relever les enjeux universels. Plus nous donnerons le pouvoir d'agir aux villes, plus nos efforts nationaux et internationaux seront importants. Les villes et les exécutifs locaux ont un large éventail d'outils efficaces à leur disposition, dans les domaines des transports, de la construction des bâtiments, dans la mise en place de réseaux d'infrastructures innovants et intelligents, l'utilisation de l'eau et la gestion des déchets. C'est pour cette raison que New York a atteint une réduction de 19 % des émissions de carbone en seulement six ans, et pourquoi Paris a été en mesure de fixer un objectif ambitieux de réduction de 40 % de ces émissions d'ici 2030.

Afin de partager et d'étendre ces progrès, le Pacte des maires a été lancé l'an dernier avec le Secrétaire général des Nations Unies et les maires représentant le C40, l'ICLEI et le CGLU, les trois grands réseaux internationaux de villes rassemblant les villes qui agissent ensemble pour cette cause commune. À travers la planète, dans les pays du Nord comme dans ceux du Sud, dans les villes et régions, les pauvres comme les riches, les villes prennent désormais des initiatives pour remédier aux défis mondiaux. Nous allons promouvoir ces initiatives durant notre Sommet mondial des Élus locaux pour le Climat à Paris.

Nous pensons que la COP21 sera le moment idéal pour mettre à profit l'impulsion créée par ce Pacte. Nous voulons être utiles et à la hauteur de ce défi lancé à l'humanité. Les villes ont la capacité d'agir rapidement, d'expérimenter de nouvelles idées audacieuses et de partager des politiques efficaces et de les disséminer à travers la planète. De Dakar à Dacca, de Shanghai à Bogotá, les villes du Sud ouvrent la voie à l'identification de stratégies d'adaptation que le monde se doit de mettre en œuvre.

Alors que les dirigeants de nos nations se préparent à prendre des mesures décisives sur le climat, encourageons-les à se rappeler que les villes, les régions et les gouvernements locaux jouent et joueront un rôle critique dans ce combat global.

Paris est le cadre idéal pour le Sommet mondial des Élus locaux pour le Climat de la COP21 en décembre, et pas uniquement parce qu'elle entretient des liens de longue date avec la diplomatie internationale. Jean Cocteau a écrit qu'à Paris, tout le monde veut être acteur, personne ne se résigne à être un spectateur. Spectateurs, nous l'avons été trop longtemps. Il est maintenant grand temps d'agir. »